



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de
conseillers en
exercice : 33

Séance du lundi 28 septembre 2020

Extrait de la délibération affiché le **5 octobre 2020**.

L'an deux mille vingt, le **vingt-huit septembre** à **dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 22 septembre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle Michel Vallery, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Etaient présents

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Damien **GUILLARD**, Christel **BOUBERT** (présente à partir de la Communication n°1), Aurélien **LECACHEUR**, Virginie **VANDAELE**, Sylvain **CORNETTE**, Agnès **SIBILLE**, Jean-Luc **HEBERT**, Isabelle **CREVEL**, Gilles **BELLIERE**, Isabelle **NOTHEAUX**, Yannick **LE COQ**, Aliké **PERENDOUKOU**, Nicolas **SAJOUS**, Pascale **GALAIS** (présente à partir de la Communication n°1), Eric **LE FEVRE**, Edith **LEROUX**, Nicolas **BERTIN**, , Patrick **DENISE**, Véronique **BLONDEL**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Thierry **GOUMENT**, Aline **MARECHAL**, Jean-Pierre **LAURENT**, Corinne **CHOUQUET**, Agnès **MERLIN**, Arnaud **LECLERRE**, Virginie **LAMBERT**, Nicole **LANGLOIS**, Laurent **GILLE**.

Excusés ayant donné pouvoir

Catherine **OMONT** donne pouvoir Sylvain **CORNETTE**

Sandrine **VEERAYEN** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**

Christel **BOUBERT** (retardée) donne pouvoir à Jérôme **DUBOST** (présente à partir de la Communication n°1)

Pascale **GALAIS** (retardée) donne pouvoir à Nicolas **SAJOUS** (présente à partir de la Communication n°1)

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 28 septembre 2020

2020.09/COM1

CONSEIL MUNICIPAL – COMMUNICATION – SYNTHÈSE DE L'ACTIVITÉ MUNICIPALE

Mesdames, Messieurs,

Cher.e.s collègues,

Ce point à notre ordre du jour est nouveau, mais après tout nous ouvrons une période nouvelle. Notre conseil délibère, dans le cadre prévu par la loi. Il est également à prendre acte formellement de l'information de l'usage que je fais des attributions que vous m'avez déléguées au titre de l'article L2121-22 du code général des collectivités territoriales.

Mais au-delà de ce formalisme connu qui donne lieu à des délibérations écrites, je crois qu'il existe nombre de sujets qui méritent une information à l'ensemble du conseil municipal. Soit parce qu'il s'agit d'une information prévue par des textes qui ne formalisent cependant pas une délibération. Soit parce qu'il s'agit de sujets utiles à partager au moment de notre réunion.

Je pense que ce point manquait à notre ordre du jour.

La première information est commandée par l'actualité : l'évolution de la circulation de la COVID 19 place notre Département en zone d'alerte renforcée : cela conduit à des mesures générales, telles que depuis ce jour la limitation des fêtes, les mariages, les tombolas, les événements associatifs, les anniversaires, en petits comités, c'est-à-dire à moins de 30 personnes. De même, les salles polyvalentes, les salles des fêtes, et les autres établissements recevant ce type d'événements, devront respecter cette jauge de 30 personnes. Avant cela, j'ai fait le choix de nous réunir dans cette salle plutôt qu'à l'hôtel de ville compte tenu aussi de la situation.

Mais cela conduit aussi le Préfet à prendre toute mesure qu'il juge pertinente pour limiter la circulation de l'épidémie, sur tout ou partie du territoire départemental. Sur ce point nous restons en attente d'éventuelles décisions déclinées sur notre territoire.

Je peux d'ores et déjà que j'ai été consulté par Madame la Sous-Préfète sur l'extension du port du masque à Montivilliers et que je la revois très prochainement.

Je crois que dans cette période, l'enjeu reste la protection mais aussi la cohérence des décisions.

Une autre information, cette fois prévue par notre règlement intérieur, même si de fait cela a été relayé par voie de presse. En application de l'article 51 de notre règlement intérieur, je dois informer notre conseil de l'évolution de la composition des groupes politiques. Comme vous le savez Madame Chouquet et Monsieur Gilles m'ont informé qu'il n'était plus membre du groupe « Energies renouvelées » et qu'il siégeait toujours en tant que conseillers municipaux d'opposition. Notre règlement intérieur fixe à 3 élus pour former un groupe. Cependant, la loi ne reconnaît des droits aux conseillers municipaux en tant que telle, sans traiter de la notion de groupe dans une ville de moins de 100 000 habitants. J'ai donc proposé à l'ensemble des parties de nous réunir en groupe de travail pour examiner les conséquences dans notre fonctionnement de la scission au sein du groupe d'opposition pour former deux entités. Cette proposition de méthode, plutôt démocratique n'a pas encore reçu de réponse. Mais les droits de chacun, et notamment d'expression, seront respectés, en pleine application de la loi.

En application la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984, relative au statut de la fonction publique territoriale, je me dois aussi de vous informer que j'ai signifié à Madame Carole Réal sa prochaine **décharge de fonction** sur le poste fonctionnel de Directrice générale des services au motif de nos divergences de vue quant à la manière d'organiser les services dans le cadre de la mise en œuvre du projet de la municipalité. D'un commun accord, nous avons mis en œuvre la faculté de signer un protocole d'accord qui acte cette fin de fonction au 1^{er} décembre, qui conforte Madame Réal dans la plénitude de ses fonctions et son autorité sur nos services jusqu'à cette date et qui engage les moyens de notre collectivité pour l'accompagner dans ses démarches vers de nouvelles fonctions.

Une autre information que je souhaitais livrer ce soir même si nous aurons l'occasion d'en délibérer au prochain conseil municipal. Cette information concerne la **maîtrise de l'urbanisme**. Notre équipe défend le principe d'un développement raisonné respectueux du patrimoine bâti comme du patrimoine naturel de notre ville. C'est notre cadre de vie et ce qui fait que nous aimons notre ville. C'est l'un des enjeux de ce mandat et un engagement fort de notre majorité. Là aussi, nous pouvons agir, dans le respect des textes, du droit de l'urbanisme et du droit de propriété.

Lors du dernier conseil municipal, à l'unanimité, vous avez notamment adopté le renforcement de procédure de consultation préalable. Il est également possible de recourir à notre droit de préemption pour des motifs d'intérêt général. Cela a été fait, en lien avec la Communauté urbaine. A ma demande, Monsieur le Président de la Communauté urbaine a préempté la propriété sise 7 chemin de Buglise, afin de protéger un poumon vert à proximité immédiate du centre-ville et ainsi pouvoir aménager un parc paysager d'envergure au cœur de la Ville, un environnement remarquable qui constitue un espace de respiration qui sera à terme ouvert au public. Cet ancien clos-masure comporte également une maison en brique, silex et pierre blanche, un bâti de qualité qui sera transformée en établissement recevant du public, un lieu citoyen au service des habitants. Fidèle à nos engagements, nous engagerons une démarche de participation citoyenne et de co-construction avec les habitants pour la finalisation du projet public autour de ce parc et de cette demeure en centre-ville.

Nous aurons à délibérer d'ici la fin de l'année du rachat de cette propriété à la communauté urbaine. Mais je souhaitais en informer l'ensemble des conseillers municipaux sans attendre de cette délibération financière.

C'est une décision importante conduite avec la Communauté urbaine pour le compte de la ville et je tiens à l'en remercier.

Enfin, je crois que le 28 septembre, pour ce conseil municipal de rentrée, un point d'information sur le déroulement de la rentrée scolaire s'impose. Je laisse pour cela la parole à Madame Fabienne Malandain Première Adjointe. Madame Sibille nous informera ensuite de l'action du CCAS.

LE CONSEIL MUNICIPAL PREND ACTE DE CETTE COMMUNICATION.

Envoyé en préfecture le 07/10/2020

Reçu en préfecture le 07/10/2020

Affiché le

SLOW

ID : 076-217604479-20200928-M_DE2009__COM1-DE